

*Normes de consommation de carburant—Loi*

Je voudrais faire valoir que ce bill n'est, encore une fois, qu'une mesure symbolique face à un besoin réel. Au lieu d'examiner la loi que nous étudions ce soir et ses objectifs, je voudrais mettre en lumière certains défauts dans les principes à la base de tout notre système. Notre parti a fait valoir qu'il fallait présenter des lois et des programmes énergétiques, mais la loi et les autres programmes présentés par le gouvernement sont purement symboliques. Les installations de démonstration énergétique sont certes un bon moyen d'attirer les utilisateurs des petites villes vers les formes d'énergie autres que le pétrole. La transformation au propane et au gaz naturel est certes une excellente idée. Les programmes d'isolation thermique ayant en vue des économies d'énergie sont une bonne chose, exception faite pour le fiasco monumental de l'urée-formaldéhyde. A cette exception près, ce sont là des programmes de valeur qui nous orientent dans la bonne direction. C'est eux qui, en fin de compte, créeront la plupart des emplois et assureront la mise au point d'énergies de remplacement à long terme susceptibles de moins abîmer l'environnement. Je ne vois personne ici qui conteste cela. Ces sources d'énergie constitueront notre ultime sécurité.

Tout le monde concède qu'il y aura fatalement une période de bouleversement pendant laquelle il faudra reconnaître la nécessité de trouver des sources d'énergie de remplacement et d'adopter de très sévères mesures de conservation. Il est nécessaire que ces mesures soient mises au point et appliquées, et ce n'est qu'à la longue que nous commencerons à en constater les avantages.

Malheureusement, le gouvernement a trop souvent manifesté jusqu'ici sa propension à ne pas voir plus loin que le bout de son nez, et il a une leçon à en tirer. Nous avons toujours opté pour les programmes les plus coûteux et les plus dangereux. Quand il faudra que nos enfants réparent les dégâts, ces réalisations passeront pour des modèles de stupidité.

Je voudrais dire un mot de certains efforts majeurs déployés par le gouvernement en comparaison de l'effort purement symbolique des programmes comme celui-ci. J'ai écouté avec intérêt le ministre parler aujourd'hui de la nécessité de trouver des sources d'énergie de remplacement et de trouver des moyens d'économiser l'énergie. Nous l'avons également entendu l'autre jour parler de son programme d'énergie atomique. Il faudrait que le gouvernement consacre à la recherche et au développement de carburants plus efficaces pour le transport, ou de moteurs plus efficaces pour les voitures et les avions, un peu de l'argent qu'il dépense pour son programme d'énergie atomique. Mes collègues de Saskatchewan ont parlé d'électrification des chemins de fer. Pensez à ce que nous aurions fait si nous étions vraiment intéressés aux combustibles de remplacement pour les transports, si nous avions consacré à la recherche et au développement de cette filière une partie de l'argent qu'on a englouti au fil des ans dans le programme Candu. Depuis des décennies, les contribuables canadiens injectent des sommes d'argent considérables dans le programme Candu.

Je voudrais consacrer un moment à notre politique atomique et dire où elle nous mènera si nous persistons dans cette voie et ce qui arriverait si on s'attachait davantage à économiser l'énergie ou à mettre au point de l'énergie de remplacement.

Nous savons que le gouvernement canadien a investi des sommes faramineuses dans l'énergie nucléaire et la production d'uranium et de combustible nucléaires traités en vue de les vendre. C'est en 1974 que ces investissements ont atteint leur point culminant, car l'Inde s'est servie de notre technologie pour faire exploser une arme nucléaire. L'Inde est devenue une puissance atomique et elle a exacerbé la prolifération des armes nucléaires qui est probablement le problème le plus aigu de l'humanité.

Il a été question d'Alastair Gillespie à la Chambre il y a quelques instants à peine. Il s'agit de l'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le député qui m'a précédé a longuement parlé du rôle de M. Gillespie dans la politique énergétique du Canada. Je n'ai jamais oublié la déclaration que M. Gillespie a faite après que le gouvernement indien eut fait exploser une arme atomique. Il a dit qu'il regrettait beaucoup que les Canadiens aient fait d'énormes investissements. Lorsqu'on lui a demandé si le gouvernement canadien cesserait de produire et de vendre des réacteurs Candu, il a répondu négativement. Il a dit que le Canada avait fait des investissements énormes dans la technologie nucléaire et qu'il avait droit à certaines rentrées en contrepartie, ce qui scandalisera bien des Canadiens. C'est vraiment une mentalité de trafiquant d'armes. Compte tenu du prix que nous finirons par payer pour la prolifération des armes et des déchets nucléaires pendant Dieu sait combien de temps, peu de Canadiens désirent revenir sur leurs investissements. Le gouvernement n'a pas tiré la leçon cependant. Au lieu de décider d'investir énormément dans la sécurité énergétique et la technologie de conservation de l'énergie et de mettre en valeur d'autres sources d'énergie, nous continuons à engouffrer de l'argent dans ce programme très dangereux et très coûteux qui est un fiasco.

Il y a maintenant des problèmes en Argentine. Compte tenu des armes, des déchets et des pannes technologiques, M. Gillespie a dépassé les bornes en déclarant que les Canadiens avaient droit à certaines rentrées en contrepartie de leurs investissements. Telle est la politique directrice du gouvernement. Un député d'en face le niera peut-être, mais le gouvernement canadien a vendu un réacteur nucléaire à l'Argentine pour la somme de 500 millions de dollars. C'est beaucoup, mais chose regrettable, ce marché représente pour les contribuables canadiens une perte de 130 millions. Nous avons versé à l'Argentine une forte somme pour lui permettre d'acheter un réacteur. Ce sont les contribuables canadiens qui en font les frais. Au lieu d'investir 130 millions de dollars pour trouver d'autres sources d'énergie et assurer aux Canadiens des approvisionnements d'énergie, nous avons donné 130 millions de dollars aux Argentins qui ont refusé de signer un traité de non-prolifération. De fait, l'Argentine a déclaré qu'elle voulait se réserver le droit de choisir ses armes nucléaires. L'autre jour, le ministre a déclaré à la Chambre que les Argentins ont agi de façon insensée. Il a ajouté que s'ils voulaient fabriquer une arme nucléaire, ils n'auraient jamais dû acheter un réacteur Candu.